

***Cela fait maintenant plus de trois semaines que la Corée du Sud vit au rythme des révélations d'un scandale politico-financier sans précédent. Au cœur de l'affaire, la Présidente sud-coréenne Park Geun-Hye, accusée d'être tombée sous l'emprise d'une conseillère occulte sans aucun statut officiel : Choi Soon-Sil. Cette dernière, chef de fil d'un mouvement religieux occulte initié par son père, aurait profité de son ascendant sur la Présidente pour détourner d'importantes sommes d'argent. Pire, elle serait devenue la principale conseillère de cette dernière et aurait joué un rôle décisif dans la conduite des affaires de l'Etat. La corruption des hommes politiques n'est pas une nouveauté en Corée, cependant le caractère irrationnel et influençable de la Présidente a choqué le pays, qui est le théâtre d'immenses manifestations depuis le début du scandale. Si la Présidente devrait parvenir à se maintenir jusqu'à la fin de son mandat, les concessions qu'elle va devoir effectuer pour se maintenir ne vont pas manquer de modifier les équilibres politiques du pays et de la région.***

Le scandale qui secoue actuellement la Corée du sud trouve ses racines dans l'histoire personnelle de la Présidente Park Geun-Hye, une histoire tourmentée par l'assassinat de sa mère, Yuk Young-Soo, par un espion nord-coréen en 1974. Suite à cet événement, et alors qu'elle se voit attribuer la position de « première dame » par son père, le Président autoritaire Park Chung-Hee (1917-1979), elle fait la connaissance de Choi Tae-Min, le père de Choi Soon-Sil. Ce dernier, leader d'une secte occulte, l'Eglise de la vie éternelle, contacte Park Geun-Hye pour lui indiquer que sa mère lui est apparue en rêve et qu'il est contact avec elle. C'est sur cette base que Park va nouer une relation particulière avec Choi Tae-Min, qui va exercer sur elle une influence croissante, au point de la tenir complètement sous son emprise. En effet, selon un câble diplomatique américain datant de 2007 révélé par WikiLeaks, l'ambassadeur sur place aurait relevé que Choi Tae-Min aurait eu un « contrôle total du corps et de l'âme » de la future Présidente. Bien que sujette à controverse et potentiellement un cas de trafic d'influence, ce n'est pas la relation entre Park et Choi Tae-Min qui est l'objet du présent scandale, mais celle entre Park et la fille du gourou.

Choi Tae-Min a été marié cinq fois et est le père de six filles. Parmi celles-ci, Choi Soon-Sil, la cinquième de la fratrie, aurait hérité des pouvoirs chamaniques de son père. C'est donc naturellement que ce dernier l'a présentée à Park Geun-Hye et que les deux femmes sont peu à peu devenues très proches. Suite au décès de son père en 1994, Choi Soon-Sil a repris sa place au côté de Park. L'emprise de la fille semble tout aussi étendue et fructueuse que celle du père, comme en atteste de nombreux éléments, et c'est de celle-ci qu'est né le scandale actuel, qui sera baptisé en référence à son nom : « Choi-gate ».

Au premier chef, Choi Soon-Sil est soupçonnée d'avoir utilisé son influence sur la Présidente pour extorquer de l'argent aux grands conglomérats du pays, les *chaebols*. Mi-R et Sports-K, deux fondations créées par Choi Soon-Sil en 2015 et 2016 pour promouvoir la culture et le sport, auraient été massivement financées par les industriels sud-coréens, grâce à l'aide de la Présidente. Pas moins de 77,4 milliards de won (68 millions de dollars) auraient été donnés par les plus grandes entreprises du pays, telles que Samsung ou Hyundai. Une partie de cet argent serait directement revenu à Choi Soon-Sil, via deux sociétés écran, The Blue K et Wided Sports. Au delà du cas de Mme Choi, c'est le comportement de la Présidente Park qui est

également en cause, la question étant pour les enquêteurs de savoir si elle a participé de manière intentionnelle à ce montage financier. Les soupçons de corruption ne peuvent cependant expliquer à eux-seuls l'ampleur du scandale. En effet, de nombreux cas ont été mis à jour par le passé et aucun n'a suscité un tel mouvement de protestations au sein de la société coréenne. Un autre élément explique donc le caractère explosif de cette affaire.

Cet autre élément, c'est l'immixtion de la conseillère occulte de la Présidente dans la conduite des affaires d'Etat. En effet, il apparaît que la Présidente s'est appuyée fortement sur les conseils de Choi Soon-Sil dans la conduite des affaires du pays, bien que cette dernière ne dispose d'aucun statut officiel ni d'aucune qualification en la matière. Les discours de la Présidente aurait ainsi été systématiquement relus et corrigés par Choi Soon-Sil, comme en atteste une tablette retrouvée par les enquêteurs. Cette dernière serait également l'instigatrice de la ligne dure tenue par la Présidente envers la Corée du nord. Choi aurait ainsi prédit la chute du régime de Pyongyang en 2017 suite à des invocations, et aurait convaincu la Présidente d'agir en conséquence. De manière plus générale, Choi Soon-Sil aurait formé un groupe de conseillers acquis à sa cause autour de la Présidente et aurait réussi à évincer toute personne remettant en cause son influence. Ces circonstances, mettant en évidence le caractère irrationnel et influençable de la Présidente, expliquent le vent de révolte soufflant sur la population.

L'impact du « Choi-gate » a d'ores et déjà été dévastateur pour le gouvernement, et surtout pour la Présidente. D'importantes manifestations ont rapidement été organisées à travers le pays. Samedi 12 novembre, ce ne sont pas moins d'un million de personnes qui ont manifesté dans la capitale pour demander la démission de Park, forçant les autorités à déployer 25 000 policiers, afin notamment de bloquer les accès à la Maison Bleue, le palais présidentiel. Cette manifestation est l'une des plus importantes que le pays ait connu depuis les grands rassemblements pro-démocratie du tournant des années 1990. La cote de popularité de la Présidente a chuté au rythme des révélations et moins de 10% des Coréens approuvent désormais son action selon des récents sondages. L'opposition s'est également déchaînée contre la Présidente et son parti. Le Parti Démocratique (*Deobureo minjudang*) semble ne pas vouloir pousser Park à démissionner, mais plutôt viser à ce qu'elle renonce à ses prérogatives politiques pour laisser l'opposition conduire le pays en contrôlant le Premier Ministre. Les deux autres partis d'opposition, le Parti du Peuple (*Gungminuidang*) et le Parti de la Justice (*Jeonguidang*) ont des positions assez proches, quoique plus rigides sur certains points. Du point de vue, politique, la Présidente est donc acculée.

Sur le plan judiciaire, une enquête est en cours et la « conseillère » de la Présidente a été appréhendée à son retour d'Allemagne, où elle était allée se réfugier au commencement du scandale. Choi Soon-Sil est accusée d'abus de pouvoir et de fraude. Un proche de Choi, également très impliqué dans le conseil à la Présidente, a lui aussi été mis en examen pour abus de pouvoir et extorsion. Le parquet va cependant devoir maintenant définir si la Présidente a aidé Choi Soon-Sil à soutirer de l'argent aux grandes entreprises du pays. Après avoir entendu Chung Mong-Koo, président de Hyundai Motor, Lee Jae-Yong, l'héritier présomptif du géant Samsung, ou encore les dirigeants du conglomérat Hanwha, le parquet a demandé à entendre la Présidente directement. Il s'agirait d'une première dans l'histoire du pays. L'étau semble donc se resserrer sur Park Geun-Hye, qui tente tout pour sauver la fin de son mandat.

Si la Présidente a pu sembler n'avoir pas pris la mesure du « Choi-gate » dans un premier temps, en maintenant notamment son agenda officiel, elle a rapidement dû se résoudre à prendre des mesures fortes. Tout d'abord, elle a présenté des excuses publiques à plusieurs reprises. Ces annonces n'ont eu que peu d'effet sur l'opinion, et ont même pu être contre-productives, certains jugeant que la Présidente ne faisait que défendre son « amie ». Sur le plan politique, Park a finalement dû se résoudre à se séparer de son Premier ministre, Hwang Kyo-Ahn, ainsi que des ministres des Finances et de la Sécurité publique. Cependant, du fait de sa fragilisation politique, elle n'est ensuite pas parvenue à imposer un nouveau Premier ministre et a dû concéder de procéder à cette nomination via un accord avec l'opposition. Mesure supplémentaire, et preuve de la précarité de la position de Park, cette dernière a accepté que le Premier ministre dirige le cabinet. Alors que cette position était largement honorifique en Corée du sud, elle se retrouve donc aujourd'hui renforcée, au dépend de la présidence, conformément aux demandes de l'opposition que nous avons détaillées précédemment. La question est maintenant de savoir jusqu'au va aller la chute de la Présidente. Suite à ces arrangements avec l'opposition et selon la plupart des analystes, Park Geun-Hye devrait parvenir à se maintenir jusqu'à la fin de son mandat, en décembre 2017. Malgré les appels à la démission, les principaux partis d'opposition n'ont pas forcément intérêt à convoquer une élection dont ils ne sont pas sûrs de tirer avantage. De plus, mettre la Présidente hors jeu affaiblirait la fonction présidentielle, ce qui ne manquerait pas de diminuer les prérogatives du prochain président. La perspective la plus probable est donc que Park Geun-Hye terminera son mandat avec une très faible légitimité, d'autant plus mise à mal par le ralentissement économique et le renforcement des tensions avec la Corée du Nord.

La position de la Corée du sud en tant que puissance régionale pourrait sérieusement pâtir de la potentielle paralysie politique résultant du maintien de Park et de la nomination d'un premier ministre par l'opposition. C'est notamment les deux principaux alliés de la Corée du sud dans son objectif de maintien sous contrôle de la Corée du nord qui pourraient faire les frais du « Choi-gate », le Japon et les Etats-Unis. Vis-à-vis du Japon, la politique d'apaisement et de rapprochement initiée par Park Geun-Hye pourrait être compromise par la crise actuelle. En effet, l'administration de Park avait promu un accord avec le Japon permettant d'avancer vers un règlement de la question des « femmes de réconfort » qui empoisonnent les relations nippon-coréennes depuis des décennies. L'avancement de cet accord pourrait être rendu impossible par la paralysie du système politique, voire devenir un enjeu de la future campagne présidentielle à venir. De plus, la mise en œuvre du récent accord de sécurité générale d'informations militaires (GSOMIA) avec le Japon, visant à mieux améliorer la coopération militaire, requiert que la Présidence parvienne à contenir le sentiment anti-japonais dans la péninsule. Or avec une position si faible, Park ne pourra porter ce projet et par suite, la coopération avec le Japon risque fort de se retrouver à nouveau au point mort.

Concernant la relation avec les Etats-Unis, c'est la récente décision de la Présidente d'accepter le déploiement du système antimissile américain THAAD (*Terminal High Altitude Area Defense*) sur le territoire sud-coréen qui pourrait être attaquée. La Corée du sud dispose déjà de systèmes antimissiles de courte et de moyenne portée, mais le THAAD permettrait de toucher des cibles à une altitude bien supérieure, améliorant la protection du pays contre la menace du voisin nord coréen. L'opposition avait contesté cette décision et pourrait décider d'en faire un enjeu politique ou électoral dans l'actuelle crise. Le voisin chinois soutiendrait cette orientation,

car il est clair que Pékin ne voit pas d'un bon œil le déploiement de ce système, qui modifie l'équilibre actuel au bénéfice de Washington. La remise en cause du déploiement du THAAD en Corée du Sud pourrait frustrer les stratèges américains et empêcher l'approfondissement de la coopération entre les Etats-Unis et la Corée du sud. Il faut ajouter que cette coopération, qui est cependant déjà d'un niveau élevé, est également mise en danger par les déclarations du futur Président américain Donald Trump, qui n'avait pas hésité à dire que la Corée devrait se doter de l'arme nucléaire pour elle-même prendre en charge sa sécurité. Ces deux relations, avec le Japon et les Etats-Unis, sont cruciales pour garder la Corée du nord sous contrôle et leur mise à mal pourrait donc aboutir à des initiatives plus éparses et moins coordonnées. Alors que la Corée du nord semble accélérer son programme nucléaire et serait proche de pouvoir créer des armes nucléaires assez petites pour pouvoir les monter sur des missiles, la Corée du sud pourrait donc se révéler plus vulnérable à un chantage nucléaire.

Issu d'une dérive personnelle, le « Choi-gate » nous démontre s'il en était besoin, comment les aléas de la politique interne d'un pays peuvent avoir des conséquences tout à fait tangibles et importantes au niveau des équilibres géopolitiques régionaux.

**Adrien FROSSARD**